

## Entretien

Dominique Chargé, président de la Coopération agricole.

### Quels sont les grands enjeux des coopératives dans les années à venir ?

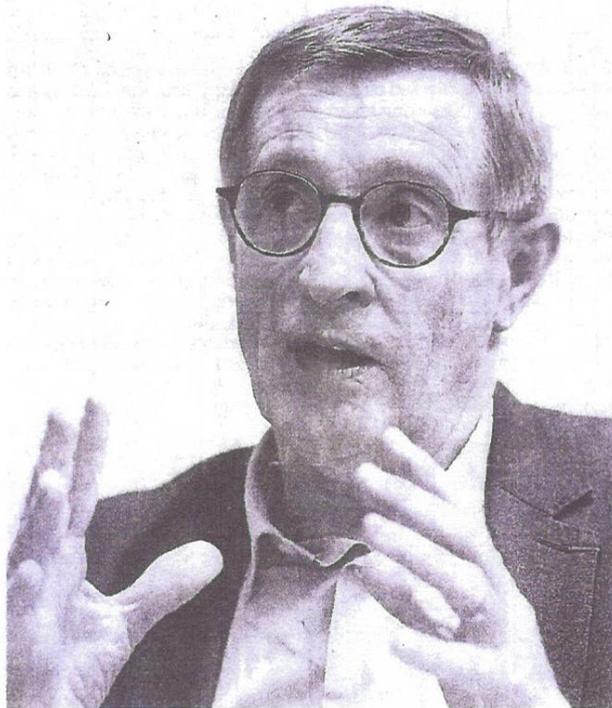
La restauration et le maintien de nos capacités de production et de transformation. Quand on arrive à 40 % d'importations dans certaines filières comme le poulet, c'est qu'on a loupé quelque chose. Il faut desserrer la contrainte réglementaire, pour pouvoir moderniser nos élevages. Il faut, également, assurer le renouvellement des générations. Et on le réussira en gagnant le pari de la compétitivité et des transitions.

### La loi d'orientation agricole, de retour au Parlement, est-elle l'une des solutions ?

Elle accouche d'un processus qui a été très long. Il y avait beaucoup d'ambition, elle va répondre finalement à une problématique assez restreinte. Il manque les leviers pour la performance économique de nos filières, et donc pour le revenu de nos agriculteurs. Il manque également un volet sur les transitions agroécologiques : nous demandons un fonds de 300 millions d'euros par an. Il est colossal, mais indispensable. Car chaque agriculteur qui va se lancer dans une solution alternative, transformer son mode de production, va prendre un risque.

### Les crises à répétition vous obligent-elles à revoir votre fonctionnement ?

Il y a une grande évolution des tendances de consommation. Pendant le Covid, la population s'est dirigée vers une consommation plus locale, rassurante. On a eu l'effet inverse avec la crise inflationniste : nos pro-



Éleveur en Loire-Atlantique, Dominique Chargé a été reconduit en décembre pour un troisième mandat à la tête de la Coopération agricole. | PHOTO : STÉPHANE GEUFROIX O.F.

ductions sous signe de qualité ont été délaissées. Les Français mangent moins, moins cher, et une partie importante de la consommation se déplace vers le hors domicile. Tout cela réinterroge nos filières. La montée en gamme, qui apparaissait comme la solution miraculeuse, ne répond pas forcément à ces enjeux. On a « vuittonné » notre alimentation et trop délaissé nos productions d'entrée et de cœur de gamme.

### Est-il urgent de rectifier le tir ?

Oui, car c'est un aspirateur à importations. Avoir dans certains secteurs 40 ou 50 % de notre alimentation qui est importée n'est absolument pas durable. Et ça continue d'augmenter dans certaines filières, comme la viande bovine, où des acteurs de la restauration se positionnent sur de la viande importée parce qu'ils prétendent ne pas la trouver dans l'offre de production française. Nous devons

repenser nos modèles pour les mettre en adéquation avec ce que le marché attend. Ce dont nous avons besoin, c'est de pouvoir produire pour nourrir nos populations. Pourquoi, sur nos terres tempérées et fertiles, nous réduirions nos productions pour faire entrer des importations qui ne respectent pas forcément nos standards ?

### Comment se passent les négociations commerciales avec la grande distribution ?

On est toujours dans une logique de guerre de prix, et cela nous conduit à des situations difficiles. Nous avons quatre interlocuteurs qui ont 80 à 90 % des parts de marché dans la grande distribution. C'est une concentration qui donne une puissance énorme. Il y a aussi une tentative de détournement des lois françaises en délocalisant de la négociation un peu partout en Europe. Cela entraîne une pression sur l'origine non française des productions dans les marques de distributeurs. L'origine va être un sujet majeur pour les mois et années qui viennent.

### Faut-il une nouvelle loi EGAlim ?

Quand, au bout de quatre évolutions d'une loi, on n'a pas trouvé la bonne trajectoire, c'est peut-être qu'on s'est trompé de chemin. À un moment donné, je ne pense pas que ce soit une quatrième ou une cinquième loi EGAlim qui changera fondamentalement l'ordre des choses. Il ne peut changer que par la responsabilité collective des acteurs. Si nous avons des distributeurs qui prennent conscience de leur rôle, de leur importance dans le soutien aux filières agricoles et agroalimentaires françaises, alors nous aurons une chance de nous en sortir.

Recueilli par  
Brice DUPONT.